CONVERGENCE AFRICAINE POUR LE RENOUVEAU

Afriki Lakuraya

ANALYSE ET REFLEXION SUR LA CRISE AU MALI

CENTRE D'ETUDES POLITIQUES
FAMOUYA WALESO

© 2012 Convergence Africaine pour le Renouveau (CARE) – Afriki Lakuraya. Tous Droits Réservés.

CONFIDENTIALITE DES DONNEES

© 2012 Convergence Africaine pour le Renouveau (CARE). Tous droits réservés. Le présent document contient des renseignements confidentiels et des secrets commerciaux qui sont protégés par des droits d'auteur appartenant à la Convergence Africaine pour le Renouveau (CARE). Il doit demeurer strictement confidentiel et ne doit servir que pour vos besoins internes ainsi qu'aux fins pour lesquelles il a été créé. Aucune partie du présent document ne peut être divulguée à un tiers ni reproduite par quelque moyen que ce soit sans le consentement écrit préalable de la CARE.

Les informations contenues dans le présent document sont aussi privilégiées et relèvent du secret industriel, démarche scientifique, capital et patrimoine immatériel, et données sociales. Il s'agit de données confidentielles et personnelles. La loi sur les secrets commerciaux, administratifs et politiques, en interdit la divulgation, en totalité ou en partie, et elles sont exemptées des conditions de divulgation stipulées dans la loi sur la liberté de l'information. Tout destinataire de ce document, par sa conservation ou son utilisation, accepte de protéger ledit document et l'information qu'il contient.

La Convergence Africaine pour le Renouveau (**CARE**), *No. 078 MATCL-DNI du 20 Mai 2010, vu la loi No. 04-038 du 05 Août 2004* sur les Associations en République du Mali.

La Convergence Africaine pour le Renouveau – Afriki Lakuraya (**CARE – Afriki Lakuraya**), *No. 30 MATCL-DNI du 23 Février 2011, vue la loi No.05-047 du 18 Août 2005* portant Charte des Partis politiques en République du Mali.

© 2012 Convergence Africaine pour le Renouveau (CARE) – Afriki Lakuraya. Tous Droits Réservés.

SOMMAIRE

Confidentialité des données 1

Avant-propos 3
Mots du Président CARE – Afriki Lakuraya *3*
Mots du Président Famuya WaleSo *5*

Introduction 6

Causes de l'Instabilité 8
La xénophobie de certains groupuscules touaregs *8*
La géopolitique et l'instrumentalisation *11*
L'excuse de l'impunité *13*
La gestion calamiteuse de l'armée *14*
L'Echec de la ''démocratie'' *15*
Le manque de solidarité nationale *18*

Solutions à l'Instabilité 20
Poursuivre les criminels de guerre *20*
Promouvoir la démocratie et une armée républicaine *22*
Insister sur le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale *24*
Agir pour un traitement social et politique du problème de rébellion *26*
Œuvrer ensemble pour un avenir durable *28*

Conclusion 30

Référence
Aout 2012/CARE/FWS-005 CM

Mots du Président
CARE - Afriki Lakuraya

Permettez-nous de commencer par souligner ce premier élément: Il est très important de retenir que la majorité des touaregs et arabes maliens ne sont pas favorables au MNLA, AQMI, ou Ançar Dine. La grande majorité des touaregs et arabes maliens ne s'y reconnaissent pas. De nombreux touaregs et arabes continuent à se battre dans les rangs de l'armée malienne contre le MNLA et ses compagnons d'arme (AQMI, Ançar Dine) qui sèment la terreur et la désolation dans les régions nord du Mali.

La crise profonde qui touche le Mali fait grandir les inquiétudes. Le Mali est essoufflé et se cherche. Le cynisme de la population à l'endroit de la classe politique est indéniable et les agissements de nos représentants et 'forces vives de la Nation' ne font rien pour améliorer la situation. Face à cette crise, notre obsession doit être de préparer et protéger l'avenir de la nation. Il s'agit d'ouvrir un nouveau chemin pour le Mali, en ayant à cœur l'exigence de vérité. Pas de faire rêver les Maliens avec des promesses qui conduiraient à la ruine.

Nos politiques doivent engager nos intérêts vitaux. Au milieu d'un monde bouleversé et troublé par l'éternel conflit des intérêts géostratégiques, notre pays doit unir toutes ses forces et toutes ses intelligences pour penser le rôle et la stratégie du Mali au 21ème siècle : renforcement de la défense nationale, préservation de nos intérêts, gouvernance, droits de l'homme, et développement durable. Aussi, quelque soit le degré de notre frustration à l'endroit de la CEDEAO, nous devons reconnaître la nécessité des organisations régionales et les fondements d'un monde multipolaire qui permettent une coopération économique et politique. Travaillons ensemble pour que la CEDEAO soit une force politique au service des citoyens, une CEDEAO qui défende de bonnes politiques de gouvernance. Sur ce chemin, rien ne pourra se faire sans notre pays qui est sans doute le hub de la sous région.

Le Mali de 1960 à nos jours a connu trois coups d'Etat dus aux problèmes de politiques de gouvernance non adaptées. Notre modèle de démocratie s'est essoufflé. Les rebellions, scandales politiques, financiers et militaires donnent l'impression profonde que notre façon de faire et de vivre ne convient plus. Il faut changer de logique. Les moments difficiles que nous vivons offrent à la classe politique de notre pays une occasion unique de remodeler les politiques de gouvernance à l'image de notre culture et de notre identité, d'en faire un véritable instrument de changement capable d'améliorer la vie des citoyens de notre Nation.

L'objet de ce document comme d'ailleurs notre projet de société – Mali Sambalaɲo (que nous continuons de soumettre à l'attention des citoyens à travers nos Dantigɛ ni Baro - Concertation et Conversation et nos Forums - Hakili Jakabo), est aussi pour alimenter la réflexion et de stimuler le débat. Il aborde certains des problèmes les plus pressants auxquels le peuple malien doit faire face et qui relèvent de la compétence de nous tous, propose aux maliens des priorités à envisager et contient des solutions et des recommandations sur les mesures qui pourraient être prises au cours des jours à venir pour faire renaître l'espoir et changer la vie.

Les Maliens peuvent relever les défis de la crise et sauvegarder notre nation. C'est autour de l'idée de Nation que les Maliens pourront se retrouver et se projeter positivement dans l'avenir. C'est par le Mali que les Maliens peuvent prendre leur avenir en main et changer leur destinée. Il est temps que les hommes politiques comprennent que c'est la République qui doit assurer la sécurité de ses citoyens, mis à mal pendant des décennies de progression constante des violences aux citoyens, à nos coutumes et religions. L'idéal de notre Nation, c'est d'abord une société où chacun se sent dépositaire du destin commun national. Ce sont les Institutions qui permettent au peuple de s'exprimer et de voir sa volonté traduite au niveau du gouvernement. Des Institutions qui réaffirment avec autorité l'équilibre des droits et des devoirs, en toutes circonstances. C'est aussi une société qui partage des valeurs fortes, un peuple, un but, une foi. Enfin, c'est une société qui défende la sécurité et la laïcité face aux remises en cause. Soyons tous au rendez-vous du courage, continuons ensemble!

Cheick Boucadry Traoré
cheick.traore@caremali.com

Mots du Président

Famuya WaleSo

(Centre d'Etudes Politiques)

Le Centre d'études de la Convergence Africaine pour le Renouveau (CARE) est heureux de vous soumettre cette contribution dans la compréhension et la résolution de la crise que connait notre pays. Le but de ce document est d'abord de stimuler, de nourrir la réflexion et de proposer, ensuite, des analyses conduisant à des solutions pérennes et partagées.

La nation malienne, qui est l'un des berceaux de la culture africaine et qui est à l'origine d'une civilisation entrée dans l'histoire depuis plus de dix siècles, vit actuellement une situation tragique. Cette situation qui mérite une analyse approfondie n'est autre chose que la conséquence directe d'une succession de mauvaises politiques de gouvernance dont les buts inavoués et les logiques de conception échappent à tout contrôle citoyen et populaire.

La CARE œuvre pour être une force de réflexion et de proposition sur l'échiquier politique du Mali dans le but de l'amélioration des politiques publiques. A ce effet, Il est créé un Centre d'Etudes Politiques, Famuya WaleSo, juridiquement distinct de la CARE, afin de concevoir, de mener des études et des réflexions nécessaires à la réalisation des objectifs de la CARE et de soutenir, dans le quotidien, les militants et élus de notre mouvement.

Se réclamant des idéaux qui prônent une renaissance du Mali à partir de ses propres valeurs politiques, sociales et culturelles, le centre d'études se propose d'être un laboratoire d'idées, regroupant des compétences diverses et dédié à la production de documents sous diverses formes qui doivent servir à nourrir la réflexion au sein de la Convergence africaine pour le renouveau (CARE). A cet effet, les personnes réunies en son sein mèneront des réflexions approfondies sur des thématiques liées aux enjeux de notre société.

Ainsi la vocation d'une telle structure serait de proposer des synthèses innovantes. Nous sommes dans un moment charnière qui nous donne l'occasion de sortir des doctrines virtuelles et poser les bases d'un monde centré sur le réel et les hommes. La Convergence Africaine pour le Renouveau s'appuie sur le centre d'étude pour mieux définir sa politique de gouvernance conformément à son idéologie de base à savoir une philanthropie politique qui met "l'homme malien" au cœur de l'action politique afin qu'il puisse par sa culture et ses valeurs s'appuyer sur les ressources du passés, les réalités du présent et le désir d'un avenir meilleur. En somme, transformer le Mali sans le déconnecté du reste du monde.

Un bon examen du thème a été effectué et le présent rapport permettra à beaucoup d'entre nous d'avoir en main des informations pertinentes afin d'enrichir la réflexion et de mieux appréhender la problématique soulevée ici.

Ahmed Wélé
ahmed.wele@caremali.com

INTRODUCTION

Depuis les premières années de son indépendance, le Mali vit au rythme des coups d'états et de rebellions dans son septentrion qui le déstabilise. En effet, l'enchevêtrement des crises qui affectent le Mali depuis le début de l'année 2012, avec notamment la rébellion, le cout d'Etat militaire, de même le conflit politique dans la capitale au sud et l'impact croissant de la terreur dans les régions nord du pays ont accéléré l'implosion de l'Etat malien.

Les régions nord correspondent à l'espace géographique des trois régions économiques et administratives de Tombouctou, Gao et Kidal, soit près des deux tiers du territoire national avec environ 10 % de la population du Mali. Dans ces régions, les populations nomades du Sahara (arabes, maures, et touaregs) ont toujours cohabité avec les populations sédentaires d'agriculteurs et d'éleveurs (songhaï, peulhs, soninké, bambara, etc.). Mais, depuis 1990, les guerres déclenchées par les mouvements rebelles touaregs dont l'objectif est de dominer ces régions ont pris une dimension régionale et une ampleur meurtrière sans précédent. Elles ont été menées par une coalition mafieuse de certains groupuscules touaregs et ont entraîné la mort de centaines de personnes et des déplacements massifs des populations qui ont dû affronter les pires conditions de survie.

Ces rebelles sont soutenus par certaines forces politiques régionales, Européennes et du Moyen-Orient non seulement pour leur supposée origine ' berbère-musulmane' mais aussi pour leurs intérêts économiques et géostratégiques. Ces pays les instrumentalisent pour contrôler la région du sahel et en particulier le Mali, bien positionné géopolitiquement, riche en histoire et ressources naturelles.

Aujourd'hui, il est clair que ces rebelles touaregs et leurs parrains sont les premiers responsables de l'instabilité de la région depuis le début des années 1990. Mais, par le mensonge et la manipulation, ces rébellions et leurs puissants mentors ont minimisé leur responsabilité, ont focalisé l'attention de la communauté internationale sur les manques de développement d'infrastructures et de discrimination sur fonds d'une vision manichéenne des peuples de la région et ont ainsi empêché l'éclatement de la vérité sur les causes réelles de l'instabilité de la région et l'adoption de mesures adéquates pour y mettre fin. Or, une paix durable dans la région exige que toutes les causes principales d'instabilité soient identifiées et que les solutions appropriées y soient trouvées.

Carte de la République du Mali

Certains leaders politiques nationaux et internationaux privilégient les explications et les solutions qui relèvent d'une vision à court terme. Franchement, on peut mieux faire.

Pour déterminer les causes immédiates et lointaines de l'instabilité de la région et découvrir les solutions à long terme, il faut procéder à un examen critique de l'origine et de la nature des rébellions et des organisations putschistes dans la région, de leurs liens, de leurs principaux sponsors, de leurs buts, de leurs stratégies. Cet exercice d'analyse et de réflexion permettront de dégager les éléments qui sont exposés ci-après. A chacun d'en évaluer le bien-fondé et d'en proposer éventuellement d'autres.

Les événements au Mali ont fait de ce carrefour de grandes cultures, une société en proie à une instabilité politique sans précédent. L'absence de démocratie constitue l'un des critères essentiels qui permet de déterminer aujourd'hui l'émergence et la consolidation de la violence comme voie idéale pour accéder le pouvoir politique et administratif. L'instabilité actuelle de la région sahélienne résulte d'une combinaison de plusieurs facteurs dont les principaux sont décrits ci-après.

1. La xénophobie de certains groupuscules touaregs

La ''rébellion touareg'' est une suite d'insurrections récurrentes qui secouent la bande sahélo-saharienne, opposant des tribus touaregs aux différents gouvernements du Mali. Cette rébellion fut imposée à tous les Présidents Maliens de Modibo Keita à Amadou Toumani Touré. La première rébellion touarègue (1962-1963) est le premier grand test du Président Modibo Kéita, père de l'indépendance du Mali. Le Président Modibo Keita a opté pour la guerre et fait réprimer le soulèvement par l'armée malienne. En 1990, le Général Moussa Traoré a fait le choix d'affronter la rébellion touareg avec l'appui d'une armée malienne mieux équipée et disciplinée avant d'entamer les négociations.

En 2011, certains groupuscules touaregs allergiques à la société malienne, à son histoire et à ses valeurs culturelles, se sont regroupés au sein d'une organisation politico-militaire, dénommé le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA), descendant des survivances des précédentes rébellions touaregs des années 1990-2006 et qui avaient tenté, sans succès, depuis lors jusqu'à nos jours, de diviser le Mali par les armes.

Si nous remontons plus loin dans l'histoire ; en 1972, une sécheresse persistante s'installe dans les régions nord du Mali, anéantit les troupeaux, richesse principale des populations nomades. Appauvries, elles, cherchent refuge dans les pays voisins, notamment l'Algérie et la Libye. En Libye les jeunes sont enrôlés comme mercenaires dans la légion islamique et reçoivent une formation militaire et idéologique. Certains de ces jeunes immigrés formeront les mouvements qui déclenchent les hostilités en juin 1990.

Conscients de leur incapacité à diviser le pays par la force dans les circonstances de l'époque, ces rebelles touaregs ont pris une pause en attendant une occasion plus propice. Cette opportunité s'est présentée en 1994, quand ils ont senti que le pouvoir administratif et militaire était entrain de s'effondrer dans la région.

Pourtant, le Président Alpha Oumar Konaré s'était attelé à la mise en œuvre du Pacte National du 11 avril 1992 qui prévoyait notamment : l'intégration des ex-rebelles dans les services publics (corps en uniforme et administration générale) et dans les activités socio économiques; l'allégement du dispositif militaire dans les régions du Nord; la mise en œuvre

de programmes de développement socio-économique d'envergure pour le moyen et le long terme; le retour des réfugiés; la mise en œuvre du programme de décentralisation. Il a placé plusieurs rebelles touaregs à de hautes fonctions dans l'armée et l'administration du pays.

Retour sur cette série d'insurrections. D'Août 1994 à Juillet 1995 la situation est marquée par la reprise des combats, et les exactions contre les populations civiles par les rebelles touaregs. C'est durant cette période qu'apparaît le mouvement Ganda Koy (les maîtres de la terre). Il utilise l'exaspération des populations sédentaires lassées d'être victimes d'attaques des rebelles touaregs. La crise prend une connotation raciale remettant au goût du jour les rapports conflictuels séculaires sédentaires-nomades.

En Décembre 2011, Le MNLA se renforce de certains militaires de l'armée Malienne d'origine touareg, '' les intégrés'', qui rejoignent les rangs des rebelles peu avant la grande offensive de janvier 2012. Aussi, le mouvement touareg s'allie avec les groupes islamistes opérant en Algérie et au nord du Mali depuis quelques années dont les principaux sont Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), Ançar Dine (défenseur de l'Islam), le Mouvement pour l'unicité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), ou encore Boko Haram.

Les officiers et soldats touaregs d'origine malienne qui représentaient une bonne partie de l'effectif de l'armée libyenne ont profité de la défaite du Colonel Kadhafi pour retourner au pays et planifier avec le MNLA les attaques contre le Mali. Ainsi, en Janvier 2012, le MNLA agressa le Mali sous divers prétextes, mais, en réalité, son unique objectif était de s'accaparer des régions nord du Mali. Ils attaquent la garnison d'Aguelhok et y exécutent sommairement 153 soldats fait prisonniers. Certaines forces étrangères ont apporté une aide multiforme : soldats, équipements et entraînements militaires, et logistique, en dépit des accords et de nombreux cessez-le-feu violés et de négociations. Les Accords de paix signés ne changent strictement rien. Le MNLA tenait à dominer les régions nord pour aussi montrer à ceux qui l'ont aidé qu'il était capable de stabiliser le Sahel en combattant Al Qaeda ; conséquemment, il était obligé de conquérir ces régions par la force car il n'avait aucune chance d'y arriver autrement en raison de son impopularité dans la région.

Pour justifier la poursuite de la guerre en dépit de la signature des Accords et pour se donner le temps de peaufiner l'assaut final, il s'est livré à des manœuvres dilatoires afin de retarder les pourparlers et négociations et a perpétré des assassinats de responsables administratifs et miliaires dans l'intention d'attiser la haine interethnique et communautaire et de créer le chaos propice au coup d'Etat.

Après la reprise du conflit en Janvier 2012, il a refusé tout cessez-le-feu que lui ont proposé l'armée et le gouvernement malien. Si la communauté internationale n'est pas intervenue pour arrêter les massacres c'est que, certaines forces étrangères, en accord avec les rebelles, ont privilégié la victoire du MNLA quel qu'en fût le prix en pertes humaines. Il a gagné la bataille contre les forces armées maliennes avec l'aide de l'AQMI, d'Ançar Dine et de forces

externes en logistique. En plus de l'aide de certains pays de la région, ces mouvements rebelles ont bénéficié du soutien d'officiels européens et du moyen orient qui les instrumentalisent. Cette politique d'intronisation des minorités, au mépris des majorités, ne peut être que source d'instabilité dans la mesure où la souveraineté des peuples est usurpée par une bande de criminels et d'extrémistes.

Il ressort de ce qui précède que le MNLA, AQMI, et Ançar Dine sont des mouvements rebelles entre-liés qui ont initié des conflits dans la région du Sahel pour la dominer. Ils sont encore dirigés par les chefs touaregs qui se connaissent depuis longtemps. Ces rébellions touaregs, par l'hégémonisme de leurs dirigeants, ont donné à la conquête du pouvoir par la force une dimension régionale. De janvier à avril 2012 ces groupes armés rebelles touaregs ont pris le contrôle de la totalité des trois régions du nord du Mali et y règnent aujourd'hui en maîtres absolus.

Le MNLA se présente comme une structure d'organisation de la démocratie qui lutte contre la marginalisation et la persécution des touaregs au Mali. Il ne se gène point de parler de génocide perpétré par les monstres noirs maliens contre les touaregs. L'ironie est que c'est le MNLA qui veut maintenir en place une société traditionnelle féodale touareg basée sur la servitude de la majorité noire dans les régions nord du Mali. Il se sent tenu de défendre l'intégrité de cette société féodale touareg contre l'harmonie sociétale millénaire du Mali.

La réalité est qu'on ne peut trouver de trace de marginalisation ou de persécution des touaregs dans l'histoire millénaire du Mali ; et cela, de l'empire du Ghana au Mali d'aujourd'hui en passant évidemment par le Mandé et le Songhaï. C'est les touaregs du MNLA qui refuse de s'intégrer à la société malienne ; c'est eux qui se sont donner le droit de persécuter les pauvres populations du nord. C'est eux qui veulent structurer une politique génocidaire contre ces mêmes populations afin de prendre le dessus. Ils ont toujours été les premiers à déclarer les hostilités dans la région. Le MNLA doit plutôt être reconnaissant envers ces braves populations du nord qui ont toujours essayé de contenir avec beaucoup de patience ses exactions et comportements xénophobes.

Il est aussi important de rappeler que c'est le MNLA qui tissa des alliances avec Ançar Dine et ses alliés extrémistes (AQMI, MUJAO) tout en pensant pouvoir les contrôler au cours de l'application de son projet de société diabolique dans le sahel. Ironiquement, les populations civiles furent appel à Ançar Dine pour chasser le MNLA en dehors de leurs villes à cause de ses exactions et agissements racistes. Le désordre créé par le MNLA donna une occasion opportune à Ançar Dine et ses alliés de commencer à expérimenter leur projet de société sur nos populations en s'attaquant aux symboles du Mali et de l'humanité, en profanant nos mausolées qui font partie du patrimoine culturel et spirituel de l'humanité. Des ignorants sans foi ni loi qui veulent dégrader toutes les composantes de notre culture et nos valeurs.

2. La géopolitique et l'instrumentalisation

Le Mali indépendant hérita des '' problèmes touaregs '' du colonisateur. Pour des raisons géopolitiques, le colon cultiva l'idée d'autonomie politique touareg, d'un état saharien rassemblant les tribus touaregs qui n'avaient auparavant aucune notion de la gestion d'un Etat. En effet, dès l'accession du pays à l'indépendance en 1960, le gouvernement malien fut face au projet de l'Organisation Commune des Régions Sahariennes (OCRS) sur sa frontière Nord. Un projet visant à rassembler toutes les populations sahariennes (berbères, touaregs et maures). Un projet déstabilisateur pour le nouvel Etat. Devant ce danger les deux premiers gouvernements du Mali procédèrent au renforcement de la sécurité administrative au nord du pays où une fraction des populations, encouragée par certains états du Maghreb, prit les armes contre l'administration centrale.

La Libye de Mouammar Kadhafi a œuvré pendant des années à la désintégration des pays du sahel à travers un soutien armé et financier aux différents regroupements touaregs. L'objectif était de libérer ces territoires de l'emprise des noirs du sud et y instaurer des régimes satellites gouvernés par des touaregs qu'il a toujours trouvés supérieures aux sudistes. Cette politique qui était définie comme ''arabo-berbère'' échoua lamentablement. C'est alors que la politique de vassalisation trouva son chemin. Les investissements affluèrent sur le Mali, et les politiciens et operateurs économiques devinrent des valets du guide libyen. Les dirigeants maliens acceptèrent pleinement la logique de vassalisation et ses bénéfices financiers. Cette attitude honteuse permis au guide libyen d'obtenir des avantages pour ses protégés et serviteurs touaregs, forçant l'Etat malien à renoncer à la mise en place d'une politique sécuritaire décente pour les régions nord du pays pour une soi-disante paix touareg en échange. Les autorités algériennes qui ont toujours voulu exporter leur problème terroriste ailleurs, continue à fermer leurs yeux sur les activités de l'AQMI qui utilise le sud algérien comme une base arrière pour son approvisionnement en ressources. L'absence de politique de sécurité au nord facilita l'établissement d'AQMI, des trafiquants de drogue et de cigarettes dans le nord du pays avec la complicité évidente des officiels maliens. Aussi, le pays devint le berceau des prises d'otages. Les terroristes arrêtés étaient aisément libérés ou parvenaient à s'échapper de prison avec la complicité des services de sécurité.

Certaines forces étrangères avec l'appui d'autres pays régionaux ont instrumentalisé le MNLA pour occuper la région du sahel, stratégique sur le plan militaire et riche en ressources naturelles. Sans leur soutien, il est peu probable que le MNLA, AQMI, et Ançar Dine se soient aventurées dans toutes les guerres meurtrières et onéreuses qu'ils y ont menées.

La guerre du MNLA, AQMI, et Ançar Dine contre le Mali dure depuis presque un an. Ce regroupement politico-militaire touareg a utilisé beaucoup d'armes et de munitions de toutes sortes en particulier dans la phase finale de leur campagne. Comme le MNLA était, à lui seul, incapable de financer cette campagne militaire, son sponsor Ançar Dine, fut appel au concours de puissants mentors du moyen orient pour l'aider à atteindre ses objectifs.

Ceux-ci ont contribué au budget de fonctionnement de l'Ançar Dine qui servait au MNLA de base-arrière afin qu'il puisse faire face aux dépenses militaires liées aux besoins de cette organisation politico-militaire.

Le concours des forces externes et d'autres sponsors à ces rébellions ne s'est pas limité au financement de leurs dépenses militaires par groupement interposé. Il a aussi porté sur d'autres aspects tels que les renseignements, la couverture de leurs crimes, la caution de leur propagande mensongère, le lobbying en leur faveur et autres formes de soutien. Certains medias européens ont toujours refusé de dénoncer les violences dans le nord du Mali, tant qu'il apparaîtra que ces violences sont commises par le MNLA et non par les Islamistes. Ils ne sont pas non plus émue des atrocités commises par le MNLA à Aguelhok contre des militaires désarmés ou de l'occupation des régions du nord du Mali.

En outre, certains parlementaires et officiels européens ont mis à contribution des institutions européennes pour soutenir les rebelles qu'elles voulaient introniser et pour empêcher tout ce qui pouvait entacher leur réputation. Ces parlementaires et officiels ont pris faits et causes pour les rebelles touaregs au lieu d'observer la neutralité par rapport aux parties en conflit. Ces élus européens ont toujours voulu présenter le MNLA comme un mouvement laïque alors qu'il n'en est pas un. En réalité, le MNLA est plus que fanatiques et obscurantistes s'agissant de la race et de l'ethnie. Le MNLA a toujours voulu organiser une domination de race fondée sur la féodalité et la solidarité ethnique.

Ces manœuvres politico-diplomatiques et ces mensonges ne visaient qu'un objectif : assurer la victoire des rebelles touaregs. Nous devons sérieusement nous la question de savoir pourquoi ces forces externes préfèrent-elles recourir aux rébellions, qui, de surcroît, représentent des minorités plutôt que de favoriser l'instauration des régimes démocratiques. La réponse !?, protéger et préserver ses intérêts géostratégiques. Elles savent bien que tout dirigeant est redevable à ceux qui lui ont donné le pouvoir. Dans la prise du pouvoir par la force, ce sont les vainqueurs et leurs sponsors qui l'attribuent. Il est donc plus facile de s'attacher la loyauté d'un régime qu'on a mis en place.

Depuis plusieurs décennies, ces forces étrangères se sont servies de dirigeants maliens pour accroître leur influence dans la région et accéder, à bon compte, région géostratégique, ressources et influences au Mali. Cet immense pays recèlerait d'énormes réserves de gaz et surement du pétrole et une bonne partie se trouverait dans les régions nord du pays. Les millions de Maliens ne pèsent pas lourd face à leurs intérêts. Les droits de l'homme et la démocratie sont les moindres de leur souci sauf lorsqu'ils peuvent fournir un prétexte pour détruire un régime qui n'est pas suffisamment favorable à ces intérêts. Comme si la cupidité doit toujours primer sur le respect des droits des peuples.

3. L'excuse de l'impunité

Depuis plus de deux décennies, les rebelles touaregs mènent au Mali, sans aucune justification valable, diverses guerres qui y ont déjà coûté la vie à des centaines de maliens par an. Les tueries auxquelles se sont livrés les rebelles et leurs alliés, constituent des crimes contre l'humanité, tout comme le déni d'une assistance humanitaire aux réfugiés dans les mêmes zones du nord. Bien qu'il soit clair que les rebelles touaregs ont perpétré des crimes de guerre depuis ces périodes, aucune justice nationale ou internationale ne semble manifester une volonté sérieuse de les poursuivre. L'impunité des rebelles touaregs et le soutien inconditionnel de leurs complices encouragent leurs leaders à rejeter toute idée de négociation politique avec le Mali et à privilégier la solution militaire, ce qui ne peut qu'entretenir l'instabilité dans la région.

En effet, de 1990 à nos jours, ces regroupements touaregs n'ont fait qu'assassiner des milliers d'hommes en uniforme au Mali. Ils ont également massacré des centaines de milliers de maliens sous l'œil bienveillant de la communauté internationale et nos propres structures gouvernementales. D'ailleurs, la population du nord du Mali estime que le gouvernement partage, avec le MNLA, la responsabilité du drame qu'elle vit aujourd'hui.

Il est à remarquer que la justice internationale n'a poursuivi aucun membre des regroupements MNLA et Ançar Dine jusqu'à nos jours. Parallèlement, les organisations de droit de l'homme sont restées silencieux pendants des mois à propos des crimes de guerre et contre l'humanité perpétrés par les rebelles touaregs. Certains s'évertuent plutôt à les protéger en minimisant leur responsabilité dans les drames qui endeuillent la région du sahel depuis plusieurs années. Curieusement, une partie de la communauté internationale s'est alignée sur cette aberrante attitude des rebelles touaregs. A l'évidence, ils attribuent à l'armée malienne une partie des crimes de guerre et contre l'humanité perpétrés dans les zones de combat.

Quand il paraît impossible d'accuser quelqu'un d'autre aujourd'hui parce que les violations des droits de l'homme se passent dans la partie que les rebelles contrôlent seuls, ils tentent de minimiser leur gravité en arguant qu'elles sont les faits des Islamistes. Ils oublient que ce sont les rebelles touaregs du MNLA qui ont déclenché cette guerre et ont commencé à massacrer les membres des autres communautés dans le seul but de prendre le nord du pays par la force. Si les représailles constituent une excuse valable ou une circonstance atténuante, alors, ce sont ceux qui ont été attaqués les premiers qui devraient s'en prévaloir.

Enfin, ils déploient toute leur puissance de lobbying et toute leur influence pour obliger les organisations internationales concernées à dissimuler tout document ou tout acte susceptible d'incriminer les rebelles.

Par toutes ces manœuvres, les sponsors de ces groupements touaregs essaient de conforter l'idéologie manichéenne de mauvais maliens et de bons touaregs bien qu'elle ne repose sur aucune réalité. Le problème touareg comme celui d'autres communautés maliennes est la résultante de plusieurs phénomènes sociaux, politiques, économiques et naturels. La réalité est que la situation des touaregs n'est pas pire que celle d'autres groupes ethniques ou communautés au Mali. En effet, l'histoire nous apprend qu'au cours des récents conflits que ces rebelles touaregs ont initiés dans la région, ils n'ont commis que des massacres massifs et horribles ainsi que d'autres graves violations des droits de l'homme.

A la suite de l'élection du Président Holland, dont ils ignoraient la position sur le problème de la région du Sahel, les rebelles touaregs du MNLA ont anticipé un éventuel changement dans la politique étrangère française dans la région et ont imaginé un stratagème pour encore abuser la communauté internationale et les maliens. Comme avec le Président Sarkozy, ils continuent d'essayer de persuadé le gouvernement français de laisser leurs combattants intervenir au Mali pour combattre leurs alliés d'hier, AQMI et Ançar Dine, en lui promettant qu'en contrepartie, ils cesseront de soutenir les alliances qu'ils entretenaient avec AQMI et Ançar Dine. Du coup, ils faisaient oublier leur alliance et soutien aux rébellions qui sont coupables de crimes de guerre et de violations graves des droits humanitaires.

Tout accord avec les rebelles doit se pencher sur l'aspect judiciaire des conséquences de la guerre, et doit prévoir la poursuite pénale devant les tribunaux maliens de ceux qui portent une responsabilité particulière dans les crimes les plus graves et la mise en place d'un cadre spécial pour le processus complémentaire de justice.

4. La gestion calamiteuse de l'armée

Le coup d'Etat militaire du 22 mars 2012, mené au nom de la nécessité de restaurer l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire et de faire la reconquête des territoires perdus, a produit exactement le contraire. Quelques jours à peine après le push militaire, en plus de Kidal, la ville de Gao, siège du commandement militaire des forces armées maliennes pour le grand nord tombait dans les mains des insurgés et ouvraient la voie vers d'autres régions du pays.

Même si le pays n'a pas connu d'affrontement militaire important depuis la guerre avec le Burkina Faso, le Mali n'a pratiquement pas investi pour équiper ou moderniser son armée depuis l'avènement de la démocratie pluraliste. La conception structurelle des forces armées n'a pas changé depuis plus de vingt ans. En effet, le milieu des années 1990 coïncide avec la déliquescence des forces armées malienne, liée à la politisation, le népotisme, la corruption, et les détournements. Cette déliquescence a été à l'origine de sa déroute face aux regroupements rebelles touaregs. C'est cette même armée abandonnée, divisée, infiltrée et incapable de protéger le pays qui fut un coup d'Etat le 22 Mars 2012. En effet l'incapacité de

l'armée malienne à défendre l'intégrité territoriale du pays permit aux rebelles de maintenir une pression considérable sur le gouvernement.

Certains continuent à soutenir que le gouvernement précédent le coup d'Etat du 22 Mars semblait avoir intérêt à entretenir l'insécurité dans le nord du Mali par les opérations militaires afin de continuer à jouer sur la peur des citoyens maliens et à justifier son rejet du calendrier électoral pour raison d'insécurité et déclaré un Etat exceptionnel.

Aujourd'hui, les conséquences d'une gestion calamiteuse de notre armée et forces de sécurités pendant des années apparaissent au grand jour et de la façon la plus dramatique. Notre armée a été littéralement déplumée au cours de ces dernières décennies, alors même qu'une véritable démocratie ne peut que se reposer sur une armée forte et républicaine, et des forces de sécurité modernes.

La rébellion touareg a déstabilisé le Mali. Elle a conduit à de nouveaux déplacements des populations, à de graves violations des droits de l'homme, à l'exacerbation des problèmes ethniques. Les dirigeants maliens et la communauté internationale doivent s'engager à punir, partout où ils se trouvent les responsables et commanditaires des attaques contre des populations civiles et les installations et institutions du pays. Eu égard à la constante violation des accords par les rebelles, l'option militaire doit toujours être sur la table. Pour ce fait, le Mali a besoin d'une armée républicaine, musclée et bien équipée. Force est de reconnaitre que l'armée malienne est à fortifier avant de partir à l'assaut du nord.

L'armée malienne a subi la plus grave humiliation de son histoire. Piétinée par une poignée de rebelles en moins de trois mois de combats, elle a connu la plus grande défaite de ses cinquante années d'existence. Cependant, l'armée ne doit pas forcement voir l'arrivée de troupes africaines comme une humiliation de trop. Le Mali doit accepter l'aide militaire de la CEDEAO et du reste de la communauté internationale. Mais, ces forces africaines doivent être sous le commandement d'officiers maliens expérimentés qui connaissent mieux le terrain et les ordres doivent venir du haut commandement militaire malien. Le Mali doit contrôler et gérer l'administration des forces étrangères sur son territoire.

5. L'échec de la ''démocratie''

L'absence d'une véritable démocratie pluraliste au Mali au moment de l'invasion respectivement par le MNLA et Ançar Dine a crédibilisé la propagande fallacieuse de ces regroupements touaregs selon laquelle elles luttaient pour la démocratie, les droits de l'homme et un état de droit alors que, en réalité, elles s'en fichaient éperdument. Contrairement à ce qu'ils affirment, l'objectif de ces rebelles touaregs étaient la mise en place d'un pouvoir féodale fondé sur une stricte application de la ''charia''

Aussi, les événements que le Mali a connu dans la nuit du 22 mars 2012, qui ne sont ni souhaitables ni acceptables dans une véritable démocratie, ne sont que les conséquences,

une fois de plus, de la non adaptation des politiques de gouvernance dans notre pays. Toute prise du pouvoir par la force mène à la dictature et au népotisme car elle s'accompagne d'emprisonnements, d'assassinats et de discrimination des anciens responsables et des opposants politiques que les nouveaux dirigeants considèrent comme leurs ennemis au sens guerrier du mot. Les violations des droits de l'homme et la haine qu'ils suscitent chez les victimes forcent les nouvelles autorités à s'accrocher au pouvoir pour se protéger contre toutes poursuites judiciaires et à s'entourer de gens choisis davantage sur la base de la confiance que sur celle de la compétence. Les putschistes s'arrangent toujours pour mettre en place des systèmes qui garantissent leur maintien au pouvoir. C'est pourquoi nous devons tous réaffirmer notre engagement à œuvrer sans relâche pour l'avènement d'une démocratie et d'un Etat qui garantissent une plus grande justice sociale pour l'ensemble des maliens et exiger le retour à une vie constitutionnelle normale dans les plus brefs délais.

Nous tenons à souligner que l'intégrité du concept de la démocratie n'est pas à être questionnée. Pourtant, la démocratie dont il est question ici est un concept contradictoire. Non pas que l'idée de pouvoir au peuple soit douteuse; c'est plutôt le fait que cette idée n'ait pas vraiment d'incarnation dans la réalité qui est problématique. Dans sa variante malienne, la démocratie n'est en fait qu'une contradiction du gouvernement du peuple. La classe politique sert davantage les intérêts des élites économiques. L'État lui-même a été réduit à une machine créatrice d'environnements favorables à la corruption. Les partis politiques sont davantage des machines d'enrichissement illicites que des lieux de débat d'idées. Les députés se soucient peu de réellement représenter leurs électeurs. Les élections truquées sont légions et plusieurs doutent de la légitimité de l'élection des maires, députés, et même des présidents. Faut-il dès lors placer la démocratie malienne au banc des accusés? Le côté sombre de la démocratie ne réside peut-être pas tant dans ses valeurs, mais dans le reflet de ce que le cynisme politique en a fait.

Il y a une césure de plus en plus évidente entre la population et nos politiciens ou, plus largement, entre les cercles de pouvoir et la société civile. Le peuple malien cherche une nouvelle voie. Cette soif de renouveau politique est peut-être encore plus grande chez les plus jeunes. Le modèle de démocratie imposé aux maliens s'est essoufflé. Les scandales politiques, financiers et militaires donnent l'impression profonde que notre façon de faire et de vivre ne convient plus. Nous vivons depuis plus de vingt ans dans une société qu'on dit fondée sur un modèle qu'on qualifie de démocratie.

Les partis dirigent le monde politique comme les entreprises dirigent le monde économique. La politique économique qui accompagne cette démocratie constitue le fondement de plusieurs des problèmes que nous vivons. À force de jouer de démagogie pour faire pencher en leur faveur l'opinion publique de la population, les partis se sont considérablement discrédités. Les relations ambigües entre les politiques et dirigeants d'entreprises cherchant à maximiser leurs profits, ont largement contribué à creuser le fossé économique et social entre les plus riches et les plus démunis et à appauvrir la classe moyenne bourgeonnante.

Il est à cet égard fascinant de voir le soit disant progrès de notre pays. Comme si, depuis ces derniers décennies, nous n'avions pas assez vu ce que ce genre de développement faisait, pour durable qu'on essaie de nous le présenter. Combien de villes et de villages peuvent témoigner du côté éphémère et socialement peu constructif de ce genre de développement économique? Est-ce que quelqu'un croit encore sérieusement que le fait de couper des arbres, de creuser des trous et de vendre les champs des agriculteurs à des intérêts étrangers constitue un '' bond en avant '' pour le Mali? Voila pourquoi les '' démocrates '' ont une peur paranoïaque des élections libres et transparentes sous les vraies valeurs démocratiques. La démocratie est devenue une mode pour les leaders politiques maliens. En effet, ils ont fait de la démocratie une moquerie et, malheureusement, avec l'aide de ceux qui doivent défendre les valeurs universelles de cette même démocratie.

Sous la '' démocratie consensuelle '', le pays se trouvait dans une situation dans laquelle la structure administrative, l'autorité de l'Etat, le droit et l'ordre politique se décomposaient de jour en jour. Il faut ajouter à tout cela l'incapacité de l'armée à défendre l'intégrité territoriale du pays face aux rebelles touaregs. Ces faits doivent nous rappeler tous que la consolidation de la nation ne peut se faire qu'à travers des politiques de gouvernance adaptées et des institutions qui représentent réellement les aspirations du peuple. La nation elle-même ne peut que se reposer sur un État de droit et une justice sociale. Quand l'État de droit est menacé, son seul recours devient les forces armées et de sécurité. Or, l'armée malienne a été littéralement déplumée au cours de ces dernières années, alors même qu'une véritable démocratie ne peut que se reposer sur une armée moderne et républicaine.

Le fléau de la corruption reste important et répandu dans tous les secteurs de la vie nationale. L'existence des malversations à grande échelle dans le secteur public est confirmée par le Vérificateur Général du Mali (VEGAL) dans ses récents rapports. La gestion calamiteuse du gouvernement a entraîné un manque à gagner de près de FCFA 390 milliards pour l'Etat malien. Il insiste que de nombreux employés de l'Etat possèdent des richesses qu'ils ne peuvent justifier ; et en 2009, il a indiqué que la justice, les douanes et les services chargés de l'attribution des marchés étaient les services les plus corrompus. Cette situation de corruption généralisée ajoutée au fait qu'aucune sanction n'a été prise jusqu'à présent contre les fonctionnaires et les autorités qui disposent des biens qu'ils ne peuvent justifier ni par leur salaire ni par le crédit.

Malgré la grande misère de la masse paysanne, l'affectation d'une grande partie du budget de l'Etat à l'entretien de généraux de salons qui nous ont fait perdre les 2/3 du pays, les malversations des fonctionnaires à tous les échelons, les violations des droits de l'homme, l'instrumentalisation de la justice, l'implication du gouvernement dans la rébellion, le folklorisme du pouvoir, il s'en trouve toujours des égarés pour glorifier et vouloir une démocratie de façade essoufflée qui n'a fait que détruire le tissu social malien.

De toute façon, sans une opposition politique réelle, sans une justice indépendante et équitable, sans une vraie démocratie, sans une politique de réduction des inégalités dans la fonction publique, sans décentralisation administrative, sans modernisation des finances publiques dans un cadre juridique moderne, la déclaration périodique des autorités de leur volonté de lutter contre la corruption restera de l'ordre du discours.

Il est grand temps de repenser la politique en lui insufflant plus de démocratie pour restaurer la confiance et la participation active des citoyens. Certes, le système de démocratie que nous avons empêche le véritable pluralisme, les partis qui en bénéficient refusant systématiquement d'instaurer la proportionnelle. Devant ce blocage, il est temps d'instaurer des mécanismes de consultation populaire et participative. Comme il est peu probable que des dirigeants qui se soucient peu de leur peuple encouragent, de leur propre initiative, des processus démocratiques sans la pression de la majorité de la population, Il est essentiel que les populations lésées s'impliquent dans l'instauration et le maintien des systèmes démocratiques dans le pays. Encore faut-il que leurs leaders puissent s'unir et les rassembler derrière une vraie cause malienne et qu'elles se débarrassent de leur indifférence à l'égard du sort de leurs sœurs et frères, de leur résignation devant l'oppression, de leur candeur et de leur division.

6. Le manque de solidarité nationale

Pour conquérir les régions du Sahel ou obtenir une représentation de loin supérieure à leur poids démographique dans les pays et dans la région, les rebelles touaregs ont usé de trois stratagèmes : la solidarité ethnique régionale, la manipulation et l'initiative de l'attaque et de la provocation. La solidarité ethnique entre les des groupuscules touaregs Algériens, Maliens, Mauritanienne, et Nigériens a permis aux MNLA, AQMI, et Ançar Dine de recruter des combattants dans toute la région et de trouver des pays qui leur ont offert une base arrière et par lesquels l'aide des puissances externes pouvait transiter. La dimension ethnique et régionale de ces rébellions ne fait aucun doute. Elle va même au-delà puisqu'il y a eu aussi la participation à la guerre des combattants Nigérians, Somaliens et Pakistanais. Mais, par la manipulation, leurs dirigeants sont parvenus à camoufler leur nature ethnique en recrutant quelques sonrhaïs de service et à cacher leur volonté de prendre le pouvoir par la force en prétendant lutter pour la démocratie et privilégier les négociations politiques. Le commandement militaire était surtout réservé (dans un premier temps) aux chefs touaregs de MNLA qui, contrairement à leur propagande, n'ont jamais eu l'intention d'instaurer un Etat démocratique. La preuve est qu'ils n'en ont pas créés après leur victoire militaire dans les régions nord du pays.

Le dialogue politique auquel ils donnaient l'impression de souscrire dans le temps ne servait qu'à légitimer leur agression, à endormir la vigilance de la partie adverse, à diviser la classe politique et la communauté internationale afin de faciliter leur coup de force au nord.

L'initiative de l'attaque doublée de terreur constitue un élément clé de la stratégie de conquête des régions nord du Mali par les rebelles touaregs. Historiquement, ce sont eux qui ont toujours déclenché les conflits dans les régions nord du Mali, et qui, par la technique du '' talk and fight '', rompaient les cessez-le-feu sous divers prétextes et reprenaient l'initiative des hostilités. A chaque agression, ils se livraient à des massacres des civils et à des pillages de leurs biens, ce qui entraînait d'importants déplacements des habitants créant une situation de désordre, de misère et de désespoir.

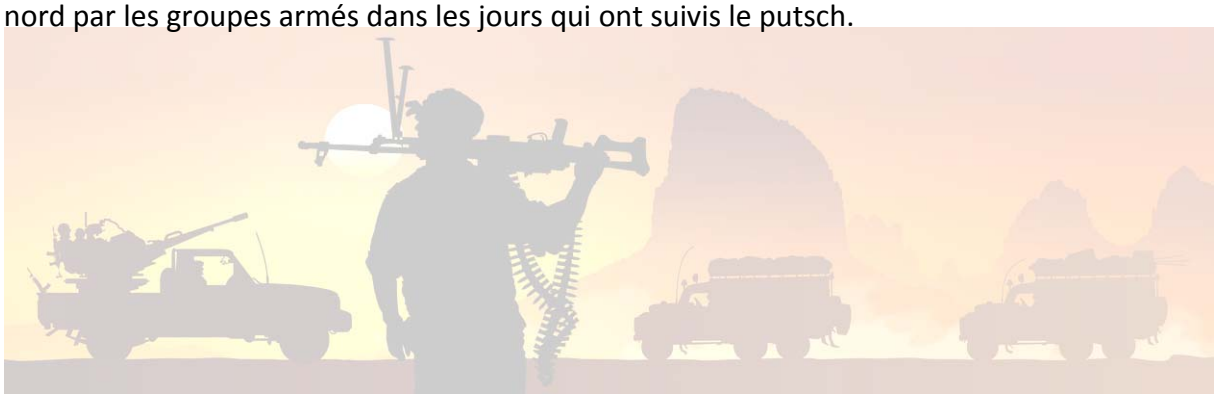
Le succès de cette stratégie de la solidarité ethnique, de la mystification et de la peur a fonctionné parce que la majorité des maliens ne se sont pas investies dans la lutte pour une vraie démocratie, et ont fait preuve de naïveté, de division et de passivité devant l'injustice. Les responsables politiques sont tombés dans les mêmes pièges qu'on les a tendus parce qu'ils ne se sont pas donné la peine d'exercer leur sens critique afin de mieux connaître leurs interlocuteurs, de découvrir leurs arrière-pensées et de les démasquer.

Au Mali, certains hommes politiques comme le Président Alpha Oumar Konaré semblaient être persuadés que les rebelles luttaient réellement pour la démocratie et les droits de l'homme et leur ont fait naïvement confiance. D'autres pensaient les instrumentaliser pour se maintenir au pouvoir. Ils ne se sont pas rendus compte que, en agissant ainsi, ils affaiblissaient l'armée, trahissaient la confiance du peuple, renforçaient et crédibilisaient le des regroupements rebelles touaregs comme le MNLA. Ils l'ont compris trop tard et aux dépens du peuple Malien entier. De même, certains ont estimé pouvoir se débarrasser des combattants touaregs après les avoir utilisés pour maintenir le statu quo. Ils n'ont pas réalisé que ces rébellions étaient aussi aux services d'autres forces étrangères et de leurs mentors intéressés par la position géostratégique et les ressources naturelles de notre pays.

En effet, cette conquête a été facilitée par plusieurs facteurs : la très mauvaise gestion des précédentes rébellions, notamment par le gouvernement du Président Amadou Toumani Touré. Les régions nord du pays sont devenues ces dernières années un sanctuaire où prospèrent toutes sortes de trafics (drogues, armes, êtres humains, véhicules volés, etc.) et où opèrent, se côtoient et s'entraident trafiquants, groupes armés indépendantistes touaregs (MNLA) et groupes armés d'AQMI, Ançar Dine, et MUJAO, ces derniers finançant leurs activités en prenant en otages des étrangers, en protégeant les routes et les itinéraires des trafiquants, en se livrant eux-mêmes aux trafics en tout genre. Il faut ajouter à cela l'absence de l'État et de ses services dans les vastes régions du nord a laissé un vide, vite remplis par les trafiquants et les groupes armés qui se sont empressés d'en faire une zone de non-droit où toute intervention de l'État malien était devenue d'autant plus difficile qu'elle semblait illégitime, tardive et principalement sécuritaire.

Par manque d'unité et de combativité sur le plan diplomatique, médiatique et militaire, les différents régimes Maliens se sont révélés incapables de défendre même leur juste cause. L'agression du Mali par le MNLA et l'invasion par AQMI et Ançar Dine étaient illégales. Les autorités Maliennes n'ont pas été en mesure d'obtenir facilement la réprobation internationale de la transgression du droit international et du recours à la guerre. Le pouvoir malien n'a pas pu non plus convaincre la communauté internationale que l'invasion et le pillage de ses ressources par les armées de certains pays voisins enfreignaient les lois internationales et devaient être sanctionnés.

Il est de notre devoir à tous de trouver des solutions aux causes réelles de l'instabilité de la région afin d'arrêter le cycle des tragédies humaines dans la région. Le déni de la réalité ne peut que reporter les problèmes qui s'aggraveront avec le temps. Depuis le coup d'Etat du 22 Mars 2012, la classe politique malienne s'est d'avantage divisée en fronts entre pro et anti-putschistes. Cette division a engendré un flottement au niveau national sur la réponse à apporter à ce coup de force non constitutionnel et la rébellion au nord du pays. D'ailleurs, cette crise institutionnelle a été un facteur déterminant dans la prise des trois régions du nord par les groupes armés dans les jours qui ont suivis le putsch.



SOLUTIONS A L'INSTABILITE

L'instabilité de la région du Sahel s'explique par les guerres déclenchées par le MNLA et ses frères en armes et idéologies AQMI et Ançar Dine, organisations politico-militaires entre-liées, pour s'emparer du nord Mali, l'avidité des forces extérieures qui les instrumentalisent pour accéder, à bon compte, aux ressources naturelles et les zones stratégiques militaires, l'impunité qu'elles garantissent à leurs sous-traitants touaregs, l'absence d'une vraie démocratie dans les pays de la région et le manque de contrepoids puissant pour neutraliser l'hégémonisme touaregs. De ces causes il découle les solutions ci-après.

1. Poursuivre les criminels de guerre

Les rébellions touaregs ne se sont jamais révélées respectueux des droits de l'homme. D'ailleurs, pour eux, la règle ultime pour trancher les conflits a toujours été le recours à la violence armée. Au cours des conflits armés que les rebelles touaregs ont initiés dans la région, ils ont commis des crimes de guerre et autres graves violations des droits de l'homme. Il n'y a pas de raison qu'ils ne répondent pas de leurs actes devant la justice.

Selon la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH), ils ont commis de nombreux crimes de guerre, voire des crimes contre l'humanité : exécutions sommaires et extrajudiciaires de prisonniers de guerre et de la population civile, viols et autres crimes sexuels, utilisation de civils comme boucliers humains, enrôlement d'enfants-soldats, destruction de lieux de culte et de biens culturels d'inestimables valeurs dont certains classés au patrimoine mondiale de l'humanité par l'UNESCO, pillage des biens des populations civiles, des symboles de l'État. Ils ont détruit les églises et persécuté les populations chrétiennes qui ont massivement migré vers le sud du pays. Les groupes islamistes se sont aussi attaqués à des lieux de culte musulmans et notamment les mausolées sacrés de la ville de Tombouctou.

La paix va de pair avec la justice. La stabilisation de la région requiert que la justice tant nationale qu'internationale lutte contre l'impunité de tous les criminels et traite tous les suspects de crimes de guerre et contre l'humanité de la même façon sans distinction. Toutes les victimes ont droit à la justice et la victoire militaire ne disculpe pas les criminels de guerre. La stabilité de la région exige que tous les suspects de crimes de guerre soient jugés et condamnés s'ils sont reconnus coupables.

Une justice équitable, applicable à tous sans discrimination, ne peut être garantie que par des institutions démocratiques et représentatives de tous les groupes sociaux, régionaux et ethniques. C'est pourquoi il est urgent que la population malienne et la communauté internationale fassent une forte pression sur les autorités et hommes politiques pour qu'ils acceptent une vraie démocratisation de leurs systèmes de gouvernances.

L'on se serait attendu que la justice internationale aide à combattre l'impunité. Force est de constater qu'elle paraît paralysée par le sentiment de culpabilité qu'éprouverait une certaine communauté internationale envers les criminels du MNLA alors que ceux-ci devraient être inculpés comme les criminels de l'autre bord. Si les juridictions internationales veulent contribuer à créer les conditions de réconciliation des peuples et d'émergence de la démocratie, elles doivent se dégager des influences politiques des rebellions actuels dans les pays de la région, et poursuivre tous les grands criminels de guerre quelle que soit leur origine ethnique ou communautaire.

Au nom de la réconciliation, de l'équité et de l'égalité des hommes devant la loi, il faut que la Cour Pénale Internationale (CPI) émette des mandats d'arrêt internationaux contre les personnes suspectées de crimes de guerre au Mali et surtout enquête sur les crimes perpétrés au nord du pays.

La lutte contre l'impunité est une nécessité si l'on veut réconcilier les peuples, éviter que les gens se rendent justice et endiguer le phénomène des rébellions qui déstabilisent la région. Le problème est qu'une justice équitable et impartiale ne peut exister que dans un système

démocratique. Ce n'est d'ailleurs que dans ce contexte qu'une Commission Vérité et Réconciliation peut être organisée pour établir les responsabilités des uns et des autres dans les drames qui ont frappé le pays et décider des sanctions ou autres mesures alternatives à prendre contre ceux qui ont commis des crimes de guerre ou contre l'humanité avec comme ultime objectif de réconcilier le peuple Malien et de mettre fin aux rebellions et représailles périodiques.

2. Promouvoir la démocratie et une armée républicaine

A cause de la mauvaise gestion de la double crise, rébellion au nord et politique au sud, par le gouvernement du Président Amadou Toumani Touré, un groupe d'officiers subalternes s'accapara du pouvoir dans la nuit du 21 au 22 mars 2012. Les jeunes officiers ont suspendu la constitution et ont procédé à l'arrestation de plusieurs membres du gouvernement, des officiels d'institutions nationales, ainsi que des responsables de partis politiques.

Le combat démocratique est la seule méthode de lutte pour le pouvoir ou le développement des communautés, qui respecte la souveraineté des peuples, crée des institutions où chacun peut défendre ses droits, restreint les discriminations et contraint les responsables politiques à développer le pays en fonction de l'intérêt général car leurs actions sont soumises à la critique de la presse, contrôlées par le parlement et sanctionnées par le peuple. Tous les peuples du monde aspirent à la démocratie et à leur souveraineté.

Depuis 2010, nous n'avions cessé de souligner que l'un des problèmes épineux qui se posent à notre démocratie naissante est celui de la menace constante d'explosion sociale liée à l'urgence des exigences sociétales qui ont été ignorées depuis des années, en raison de l'inadéquation des structures de commandement politique et économique. De ce fait, des réformes radicales s'imposent d'autant plus que ces structures sont la source de graves tensions et conflits qui peuvent anéantir toutes tentatives d'instauration d'institutions véritablement démocratiques. Le Mali ne peut plus continuer à se contenter de voguer au gré des crises. Il est temps de proposer un modèle de démocratie qui prend en compte la requalification des principes qui sous-tendent l'interactivité du citoyen et de l'Etat. Il s'agit de redéfinir un nouveau contrat social au moyen des mécanismes de dialogue franc et permanent avec la population malienne dans le sens d'intégrer ses besoins réels dans les programmes politiques et économiques appropriés et de les exécuter concrètement en faveur de cette même population.

Il faut le dire encore, la démocratie est devenue une mode pour les leaders politiques maliens. Nous ne devons point suivre cette mode à la m'as-tu vu, nous devons plutôt adapter les valeurs universelles de la démocratie à nos valeurs, aux composantes de notre culture et à notre identité. Nous devons inventer nos propres traditions démocratiques comme la Corée du Sud, les Etats Unis d'Amérique, l'Inde, et le Japon, l'ont fait. Ne restons pas dans les normes traditionnelles, redéfinissons la démocratie tout en évitant les erreurs

du passé. Nous devons affirmer notre identité à travers nos politiques de gouvernances, des politiques de gouvernances qui permettront à nos peuples de se retrouver, de se sentir des vrais citoyens; cela nous permettra de bâtir des institutions solides qui mettront en avant notre identité commune afin de consolider d'avantage notre nation. Des politiques de gouvernance qui poseront aussi les fondements des réformes structurelles axées sur une meilleure administration de nos territoires et vouées à la promotion d'un vrai développement intégré et durable.

Le silence, dans un premier temps, de la communauté internationale sur les assassinats par la rébellion touareg, l'aide externe au MNLA, après le torpillage des Accords d'Alger, et l'obligation faite aux autorités malienne de négocier avec cette nouvelle rébellion ont stoppé ou perturbé le processus démocratique dans tous le pays et prouvent la responsabilité des forces externes dans l'instabilité de la région et le manque de respect pour la souveraineté du peuple malien.

Une paix durable ne régnera dans la région que lorsque les peuples des pays qui la composent se doteront d'institutions démocratiques et pourront ainsi déterminer librement leurs propres dirigeants. Admettre qu'une bande d'individus prenne le pouvoir par la force en rejetant tout respect de l'histoire et de la culture malienne et instaure une administration fantoche, répressive et discriminatoire, c'est créer un cercle vicieux où une rébellion en entraîne une autre car il est difficile d'en légitimer une et d'en condamner une autre. Aussi, la seule manière de mettre un terme à des coups d'état cycliques est de promouvoir une vraie démocratie pluraliste liée aux composantes de notre culture et à notre identité.

Nous devons accepter que la consolidation de la nation ne peut se faire qu'à travers des politiques de gouvernance adaptées et des institutions qui représentent réellement les aspirations du peuple. La nation elle-même ne peut que se reposer sur un État de droit et une justice sociale. Quand l'État de droit est menacé, son seul recours devient les forces armées et de sécurité. Alors, nous devons tout faire pour équiper nos forces armées et de sécurité et les soutenir moralement. Ce soutien moral de l'ensemble de la nation est indispensable à nos hommes en uniforme qui, en dépit de tout, sont les meilleurs d'entre nous. Ils sont les moins rémunérés, mais toujours prêts à verser leur sang pour que nous autres puissions dormir tranquillement. La restructuration des forces armées et de sécurité est impérative, afin de garantir l'intégrité territoriale et de réagir efficacement lorsque l'intérêt du pays est menacé ou quand la sécurité des personnes et des biens est mise à mal.

La présence de groupes armés étrangers et de barons du trafic de stupéfiants sur le territoire malien menace la survie du pays en tant que nation et nuit à l'image du Mali sur la scène internationale. Les prises et/ou détention d'otages au Mali constituent une menace nouvelle depuis quelques années. Ce phénomène a de graves conséquences pour la vie quotidienne des populations du nord et l'avenir du pays. Les forces armées ont besoin d'être renforcées

pour éliminer les trafics en tout genre, l'instabilité et l'insécurité dans le pays. Notre pays a besoin d'une armée de métier. Notre armée doit être mieux équipée, mieux entraînée et mieux préparée pour les urgences.

Nous devons renforcer les capacités de l'armée (y inclus le génie militaire) afin qu'elle puisse effectuée des travaux d'infrastructures en temps de paix. Le maintien de la paix au nord se fera grâce à des projets de développement adaptés et une armée professionnelle et disciplinée. Il faut une mise à niveau et une formation continue des forces de sécurité (lutter contre la corruption au sein de ses effectifs; professionnalisation de ces corps). Pour rester en phase avec un monde et une société qui évoluent rapidement et lutter contre la criminalité et l'insécurité, les forces de sécurité doivent adapter sans cesse leur organisation. Elles doivent mettre en œuvre des méthodes et des moyens de plus en plus performants. Leur efficacité doit reposer sur la valeur de leurs personnels dont l'engagement doit être de servir et protéger la population civile. Nous devions tous avoir mal quand les forces de sécurité n'ont pas pu protéger les populations touaregs et arabes et leurs biens durant les violentes manifestations dans les villes maliennes âpres l'attaque du MNLA à Aguelhok dans les régions nord du pays. Nous devions tous avoir honte quand une partie de notre population s'est exilée parce que les forces de sécurités n'arrivaient pas à les protéger.

Enfin, Il est nécessaire de mettre les hommes politiques, la société civile et les hommes en uniforme ensemble afin qu'ils se connaissent mieux, se comprennent mutuellement pour que chacun respecte le domaine et les prérogatives de l'autre. Aussi, il est important que les forces armées et de sécurité fassent partie intégrante d'un Etat démocratique. En d'autres termes, l'armée et les forces de sécurités sont appelées à respecter, dans l'accomplissement de leurs missions, les valeurs républicaines définies dans la loi fondamentale du pays. L'intégration des forces armées et de sécurité dans une société démocratique est nécessaire afin de faire de l'armée elle-même une vraie institution démocratique. Seule la structuration et la promotion d'une armée républicaine et des forces de sécurité moderne peuvent éviter les coups d'États militaires dans nos pays.

3. Insister sur le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale

La communauté internationale doit rester sur sa position concernant la souveraineté du Mali. En effet, les membres du Conseil de sécurité ont toujours réaffirmé la nécessité de respecter la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale du Mali, et ils rejettent toutes déclarations allant dans un sens contraire de façon catégorique. Ils demandent la cessation immédiate des hostilités dans le nord du Mali par des groupes rebelles et ils saluent les efforts de la CEDEAO pour rechercher les moyens de rétablir la paix et la stabilité au Mali.

S'agissant de la CEDEAO, nous sommes convaincus que les citoyens des pays membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) veulent une organisation qui permet l'émergence d'un système économique et social au service des peuples de la communauté. Cependant, l'intervention de la CEDEAO au Mali a constitué une

ligne de fracture dans la société malienne. L'organisation sous régionale a en effet pris des décisions non seulement contraires aux prescriptions de la constitution malienne; mais aussi, elle n'a jamais réellement consulté la population malienne avant la prise de ces mêmes décisions. La CEDEAO doit reconnaitre que c'était une erreur d'avoir prolongé le mandat du Président intérimaire à la tête du Mali sans avoir consulter au préalable les citoyens maliens. La CEDEAO doit reconnaitre sa maladresse en imposant au peuple malien un premier ministre et un gouvernement sans son aval ou même une concertation au préalable. Il serait souhaitable que la CEDEAO commence à consulter les maliens avant de prendre des décisions qui affectent leur vie quotidienne et leur sécurité, et pouvant avoir des répercussions négatives.

Le Mali a besoin d'un gouvernement de transition qui a la confiance du peuple. Un gouvernement qui est le seul maître d'œuvre, guidé par les seuls intérêts du Mali, et assurant la cohérence des politiques. Aussi, souverain, le Mali doit faire ses propres choix et devenir le gestionnaire unique de son destin. Comme nous l'avons toujours souligné, l'avenir du Mali ne passera certainement pas par les remèdes des institutions internationales. Il ne passera sans doute non plus par la copie de modèles de politiques de gouvernance non adaptées. L'avenir du Mali ne passera surement que par les braves et honnêtes Maliennes et Maliens.

L'intervention non attentionnée de la CEDEAO a affaiblit la démocratie naissante parce qu'il a par voie de droit permis la concentration du pouvoir de supervision, de surveillance dans les mains d'une élite non élue de maliens. Les principes de division du pouvoir qui sont au fondement même de la notion de démocratie, ont été ignorés. Aujourd'hui, les droits politiques et sociaux des maliens se trouvent attaqués. Loin de permettre une sortie de crise, les actions de la CEDEAO ont permis une soumission aggravée et forcée du Mali aux logiques des dirigeants de l'organisation qui peuvent nuire au bien être de la société malienne.

Le destin du Mali se jouera dans une CEDEAO plus rassemblée. Les maliens veulent une CEDEAO qui change, dans un monde nouveau, une CEDEAO qui œuvre pour des changements politiques et sécuritaires, économiques et sociaux qui répondent aux attentes des peuples de la Communauté. Une CEDEAO qui gagne en efficacité. Enfin, une CEDEAO qui défende de bonnes politiques de gouvernance et non une démocratie de façade.

Cependant, les efforts déployés par la CEDEAO en vue d'une résolution rapide et durable de la crise politique et du conflit armé au Mali doivent être encouragés et supportés. C'est aux Maliens de travailler avec les officiels de la CEDEAO pour redéfinir le cadre de l'intervention de l'organisation sous régionale et éviter les erreurs du passé.

4. Agir pour un traitement social et politique du problème de rébellion

Une solution politique est toujours préférable aux problèmes de société. La négociation s'imposera quand les rebelles déposeront les armes et respecterons la souveraineté et l'intégrité territoriale du Mali. Le Mali doit alors être prêt à négocier avec les rebelles sur des bases et des propositions claires, solides et transparentes pour que la paix revienne une fois pour toute dans notre pays. Cependant, le Mali ne peut plus se donner le luxe d'acheter la paix comme dans le passé; de surcroit, une paix de circonstance qui risque de transformer une fois de plus les régions du nord du pays en un espace de libre activité pour le banditisme, le féodalisme, l'extrémisme et le terrorisme.

Si les regroupements armés touaregs n'avaient pas torpillés les accords de paix en les déclarants caducs, la paix, à ne pas confondre avec la sécurité, régnerait au Mali. Le Mali doit rejeter toute négociation avec l'opposition armée si celle-ci ne fait des propositions concrètes et sérieuses qui vont dans le sens de l'unité. Il faut donc que tous ceux qui croient aux vertus de la démocratie multipartite, se mobilisent et s'unissent pour les y forcer.

Il faut souligner que c'est surtout le caractère ethnique, vindicatif, et xénophobe du MNLA qui pose le problème de l'application équitable de leur revendication qui semble être un instrument plus politique que légaliste. Le MNLA est devenu très faible militairement devant Ançar Dine. Cependant, il veut toujours s'emparer de certaines zones du nord en utilisant la technique du 'talk and fight' (combats et négociations) et a détrôné Ançar Dine, son frère et allié d'hier dans le mal, qui lui a écarté de tout de nos jours.

La structuration d'un état démocratique par le MNLA serait en contradiction totale avec sa raison d'être qui n'est autre qu'une rébellion contre la majorité noire (songhaï, peulh, dogon, soninké, bambara, etc.). Cet état azawadien rétablirait forcement la situation contre laquelle il s'était rebellé. Le fait évident est que le MNLA restera toujours une minorité même dans le contexte d'une seule région du nord au Mali. La courte période de dominance du MNLA dans ces régions nous a éclairé d'avantage sur sa méthode de gestion des peuples à la sud africaine sous l'apartheid. C'est ce même MNLA qui faisait l'éloge des valeurs de la démocratie sur les ondes des medias européens. A cause de ses agissements racistes les populations furent appel à Ançar Dine pour le chasser en dehors de leurs villes. Il est temps que le MNLA opte pour une solution politique et pragmatique à ses problèmes.

Le pays de rêve du MNLA ne verra jamais le jour bien qu'il fut arbitrairement et unilatéralement proclamé par eux. D'ailleurs, leurs alliés d'hier les a chassés de la plupart des régions nord du Mali. Le peuple malien et la communauté internationale n'accepteront jamais le principe de séparation d'une partie du Mali. Les régions du nord représentent une partie du patrimoine du Mali légué par le Ghana, le Mandé et le Songhaï. L'appartenance de ces régions au Mali est un fait de droit interne du fait du principe de l'intégrité territoriale de

notre pays. L'harmonie sociétale au Mali est millénaire et tout à fait unique en Afrique et peut être dans le monde.

Tout en priorisant la démocratie et l'harmonie sociétale, le Mali doit continuer à prévoir des mécanismes d'équilibre entre les communautés. Cet équilibre entre la recherche du consensus et les prérogatives démocratiques découlant du poids électoral des acteurs politiques n'est pas facile à réaliser dans un contexte de manque généralisé des ressources, de polarisation politico-ethnique et de faiblesse de la culture démocratique mais c'est la seule façon d'éviter des conflits meurtriers et de cheminer vers la démocratie et le vivre ensemble paisible. Un accord de paix sérieux et avantageux pour la nation consolidera le processus démocratique si la population malienne ne se laisse pas diviser par les ennemis de l'unité nationale et de la démocratie.

Nous devons faire de la décentralisation un outil de renforcement de l'unité nationale par la reconnaissance et la gestion appropriée des particularismes locaux en créant l'opportunité d'une meilleure participation des citoyens au processus démocratique. En effet, les fondements de la culture locale n'ont jamais portés préjudice à l'unité nationale et à l'intégrité territoriale sous le Ghana, le Mandé, ou encore le Songhaï. C'est pourquoi, nous croyons fermement qu'une décentralisation culturelle serait nécessaire pour sauvegarder l'unité et l'intégrité du territoire national. Les reformes politiques et administratives demeure les seules voies pour sortir de l'impasse où nous nous trouvons.

Nous devons tous œuvrer pour que les prochaines élections soient totalement libres et transparentes, que le gouvernement de transition s'inscrive dans un processus véritablement démocratique afin de priver toute éventuelle rébellion de toute justification et d'en finir avec les arrangements antidémocratiques.

Nous devons tous faire appel à nos sœurs et frères du MNLA et d'Ançar Dine pour leur retour dans la grande famille malienne. Il est temps que la raison gagne sur l'émotion. Venez qu'on rêve ensemble pour faire de la réalité nos ambitions pour notre nation. Il est temps de changer le Mali, pour nous, pour nos enfants, et pour nos petits enfants. Nous sommes convaincus que notre pays maintiendra sa détermination pour la réforme et la réconciliation politique et sociale, sa position ferme contre l'extrémisme, et insistera toujours sur la protection des minorités qui a toujours été une obligation morale et religieuse dans notre société. Nous ferons ce qui est juste et nécessaire pour sortir ensemble plus forts de la crise. Notre riche histoire et notre diversité doivent toujours être une force dans le Mali de demain. Notre singularité qui est née de notre persistance doit nous permettre de faire encore mieux. Restons ce que nous sommes et continuons ensemble !

5. Œuvrer ensemble pour un avenir durable

La dynamique unitaire doit constituer incontestablement notre cheval de bataille en vue d'aboutir à une prise de conscience car sans une vraie unité, il ne peut y avoir ni de victoire sur les forces du mal, ni d'une vraie alternance politique tant voulue et attendue par le peuple Malien. Cependant, pour mériter la confiance de l'ensemble du peuple Malien nous devons prendre en considération ses attentes pour un changement en profondeur.

Aujourd'hui, il est tout à fait clair que l'un des grands obstacles auxquels font face ceux qui mènent la lutte pour la libération de notre pays est l'absence d'unité, et la principale raison pour ce manque d'unité n'est pas les différences dans les objectifs officiels prononcés, mais plutôt dans les objectifs immédiats liés aux agendas officieux des uns et des autres. Nous devons avoir la grandeur d'esprit de se conformer aux espoirs de l'ensemble de notre peuple. Nous ne pouvions y parvenir qu'en conjuguant nos efforts dans un esprit patriotique d'unité et de la concorde nationale, et montrer à l'opinion nationale et internationale que les maliens sont capables de s'entendre dans l'intérêt suprême de leur nation.

Nous avons l'obligation morale et le devoir patriotique d'élaborer une stratégie commune basée sur des objectifs réellement nationaux prenant en considération les espoirs de l'ensemble de notre peuple qui sont: une paix réelle et définitive, une vraie démocratie, une justice égale pour tous, un développement économique, un progrès sociale et surtout des dirigeants intègres et dignes de confiance.

Depuis le déclenchement de la guérilla par le MNLA, AQMI et Ançar Dine en Janvier 2012, certains regroupements touaregs ont fait cause commune pour conquérir les régions nord du Mali. Grâce à leur solidarité ethnique et au soutien de certaines forces étrangères et de leurs sponsors étrangers, la faiblesse de l'Etat malien, les rebelles sont parvenus à dominer le nord du Mali. Une telle situation où une minorité exerce par la force sa suprématie sur une majorité est intolérable et explosive. L'inverse n'est certainement ni plus souhaitable ni plus stable. Aussi est-il nécessaire de combattre toutes formes d'absolutisme ou arbitraire et de lutter pour une société démocratique, libre, non discriminatoire, solidaire et pacifique. Le rôle de la majorité de la population est capital dans cette guerre pour la démocratie.

Nous devons organiser un front suffisamment puissant pour persuader les idéologues de la rébellion d'abandonner leur volonté de domination et leur faire comprendre que l'ethnisme, le racisme et le xénophobisme ne peuvent mener qu'à une nouvelle catastrophe. En outre, par notre union et notre détermination, nous pourrons contraindre certains dans la communauté internationale à respecter la souveraineté des peuples de la région et à cesser de soutenir des rebellions qui, en l'absence d'assise politique, sont plus enclins à servir leurs intérêts que ceux de leurs concitoyens.

La mobilisation des démocrates doit s'organiser autour de deux thèmes fédérateurs : La justice pour toutes les victimes et la démocratie dans toute la région. La réalisation de ces objectifs suppose qu'une forte pression soit exercée sur les rebelles et leurs mentors. Pour ce faire deux moyens sont possibles. Le premier consiste en actions politiques et pacifiques L'autre option est d'ordre militaire. Il faut envisager cette voie et réfléchir à la stratégie à suivre car face une situation de rébellion récurrente, l'option militaire doit être sur la table. Dans les deux cas, les opposants aux rebellions et à la division du Mali auront plus de poids s'ils sont unis au niveau national et s'entraident sur le plan régional et international.

Les maliens doivent comprendre qu'ils ne peuvent plus se payer le luxe de divisions stériles et de jugements de valeur portés sur les uns et les autres. Le peuple est aujourd'hui suffisamment édifié quant aux responsabilités de la situation actuelle. Nous devons nous parler avec franchise et sincérité, mais nous avons tous le devoir de mettre l'intérêt du Mali en avant. Nous devons tous nous mettre ensemble pour inventer un ordre nouveau, capable de sortir le Mali de cette situation qui devient préoccupante de jour en jour.

En ces moments critiques et historiques, nous n'avons pas besoin d'étaler nos divisions, toute chose qui ne peut qu'aggraver le sentiment d'inquiétude et de solitude qui anime nos compatriotes qui vivent dans la partie nord du pays. Ceux-ci doivent pouvoir compter, aujourd'hui plus que jamais, sur notre sollicitude et notre fraternité. Il est urgent de dégager les voies et moyens qui nous permettront d'apporter un soutien fraternel à l'ensemble des populations du nord qui vivent actuellement des moments plus que difficiles.

Nous invitons l'ensemble des forces vives de la nation à prendre leur responsabilité et à placer l'intérêt supérieur du Mali au-dessus de toute autre considération. Les difficultés ne comptent pas lorsque sont en jeu l'intérêt de la nation et l'avenir commun des maliens. Faisons en sorte que notre pays sorte plus fort de cette situation. Pour cela, il nous faut de la clairvoyance et du sens des responsabilités. Nos actions doivent s'inscrire dans le cadre de ce devoir de responsabilité face à notre devenir collectif.

Enfin, quelle que soit la façon dont le changement s'opérera un jour, il faudra que les futurs dirigeants fassent preuve de transcendance, de magnanimité, d'ouverture d'esprit et de foi dans la démocratie pluraliste en se plaçant au dessus des ethnies et régions et en s'abstenant de se livrer à une chasse aux opposants et adversaires et de se considérer comme les seuls capables de gouverner le pays. Remplacer une dictature ou rébellion par une autre quelles que soient l'ethnie, la région et la religion auxquelles appartiennent les responsables politiques ne rétablirait pas la stabilité dans le pays et constituerait une nouvelle trahison contre les peuples qui n'aspirent qu'à vivre en paix.

CONCLUSION

Le Mali est en proie à l'instabilité, aux conflits politiques et a une rébellion armée. Ces conflits, outre leur impact direct sur la vie des populations ainsi que sur leur environnement moral et physique, obèrent gravement les maigres ressources du pays, hypothèquent ainsi ses chances quant à son développement. Il n'en reste moins que l'objectif de la paix au Mali demeure possible, nécessaire et même urgent. Comme il a déjà été dit, la paix reste bien sûr une exigence liée aux souffrances insupportables des victimes des conflits, mais elle devient également un impératif de survie pour notre nation.

Aujourd'hui, beaucoup d'entre nous se pose la question de savoir si le Mali peut aller encore plus loin. Nous sommes convaincus du contraire sur ce point, le Mali a atteint les limites du possible. L'étape suivante serait d'accepter qu'un combattant feigne d'être une personne protégée pour commettre un acte de guerre. Cela reviendrait, en fait, à entériner le terrorisme, ce que le Mali ne saurait faire sans s'autodétruire.

La confrontation actuelle de notre armée avec des puissants groupes criminels comme le MNLA, AQMI, et l'Ançar Dine, disposant d'imposants arsenaux, et dont le seul but est de vivre du crime – notamment le trafic d'être humains, de féodalisme, d'armes ou de drogues ne doit point entrer dans le schéma du Mali.

Le MNLA, AQMI et Ançar Dine qui luttent contre le Mali se sont convaincus que leur seule chance d'ébranler notre nation est d'utiliser des méthodes terroristes. Nos populations qui ne sont plus protégées sont devenues la cible de leurs attaques. De telles pratiques, le terrorisme et l'extrémisme, sont et resteront toujours inacceptables, il faut l'affirmer sans ambiguïté. Elles entraînent en outre inévitablement une dégradation générale de la situation sur le plan humanitaire et environnemental.

La rébellion touareg, vieux de plusieurs décennies et avatar de la colonisation française, est liée à des problèmes identitaires ravivés par le fait que là aussi, le pouvoir est désormais mis en jeu au nom de la démocratie, mais du fait de la forte prégnance du facteur ethnique, les enjeux en sont pervertis et le cours totalement dévoyé. Elle est aussi motivée par la volonté d'accéder à des richesses naturelles, de contrôler le trafic de la drogue, et de géopolitique.

La situation d'anomie et de chaos qui prévaut au Mali est la preuve que la communauté internationale n'a pas la conscience à même de lui faire assumer la plénitude de sa vocation morale et que très souvent son comportement est dicté par les intérêts de quelques-uns.

Il faut souligner que le déficit de démocratie est une des causes premières dans ce conflit politico-militaires au Mali. Le conflit est lié au contexte des problèmes de l'organisation des pouvoirs publics et du respect de la transmission du pouvoir dans un système pluraliste.

Aucune solution ne saurait être durable si elle ne stipule la mise en place d'un Etat de droit et une justice sociale garantissant: le respect des droits de la personne, le principe de l'accession au pouvoir par le suffrage populaire exprimé dans la transparence et la régularité, l'alternance au pouvoir, le respect des différences au plan politique et culturel. Seule une vraie démocratie pourrait apporter ces solutions à nos problèmes, un système politique qui prend en compte les engagements en faveur du bien être de tous.

La résolution du conflit malien ne doit pas être uniquement militaire. Elle doit être accompagnée par le dialogue. Ce dialogue pour qu'il soit efficace doit intégrer tous ceux qui sont concernés par le conflit. Le conflit malien ne peut être isolé de son contexte et sa solution doit être régionale. Cette crise a des ramifications dans toute la sous-région car ce peuple est éparpillé à travers la sous-région (Algérie, Burkina Faso, Mauritanie, Niger, etc.), ce qui donne à ce conflit une dimension sous-régionale.

La société civile doit être correctement impliquée dans toutes les démarches ayant trait au conflit afin de faciliter les rencontres intercommunautaires qui mettent en présence des communautés que les conflits ont opposé les unes aux autres alors qu'elles ont toujours eu de forts liens de parenté, de voisinage, de solidarité et de complémentarité. Ces rencontres permettent aux communautés de se rappeler mutuellement qu'au delà des identités ethniques, nous partageons une identité commune qui a toujours façonné notre volonté de vivre ensemble, de bâtir une destinée commune. L'histoire millénaire du Mali relate que ces mêmes communautés ont constitué et géré ensemble des États comme le Ghana, le Mandé, le Songhaï, et qu'elles ont toujours entretenu une culture de paix. La démarche de la société civile doit aller le sens d'un rappel de la nécessité de sauvegarder cette culture de paix.

Compte tenu de notre diversité culturelle et ethnique, nous devons faire de la démocratie de base une réalité et la décentralisation doit être le catalyseur de l'ancrage de cette démocratie. Cette démocratisation doit induire la libre administration des collectivités locales qui impliquera la désignation des organes de gestion des collectivités locales. Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin d'un système administratif qui respecte la diversité et les particularités de nos territoires pour consolider d'avantage notre nation.

Pour consolider la paix le Mali doit se doter d'une politique extérieure moderne et pertinente. Il s'agira de mettre en place une diplomatie innovante adaptée aux réalités et à l'évolution du monde actuel. Nous devons mettre en place des politiques pour permettre de mieux défendre les intérêts de notre pays avec des arguments valables et des solutions concrètes, mais aussi, d'assurer la promotion de notre cher Mali. Dans ce cadre, le Mali doit engager une véritable offensive diplomatique en direction des partenaires du développement pour les informer et les mobiliser en faveur du renforcement de la paix dans les régions nord du Mali.

En conclusion, il ressort de cette analyse que la reconstruction du Mali implique les efforts de tous. Parmi les défis à relever il y a : la consolidation de la paix au Mali et dans la région du Sahel; la réunification du Mali en associant toutes les composantes de la société, tous les regroupements rebelles et l'armée malienne; la réconciliation et la reconstruction d'une nouvelle armée républicaine et des forces de sécurité modernes malienne.

Ces défis peuvent permettre la réhabilitation de l'Etat et l'établissement légitime des structures de l'Etat au Mali. La crise du Mali est dans son fond complexe. Les chances pour une réussite du processus de paix et de démocratisation dépendent évidemment de l'état des paramètres fondamentaux de cette crise. La volonté des politiciens maliens de privilégier leurs intérêts égoïstes à la satisfaction de l'intérêt général et ces derniers ont trouvé en la politique un raccourci pour l'enrichissement facile sur le dos de la population.

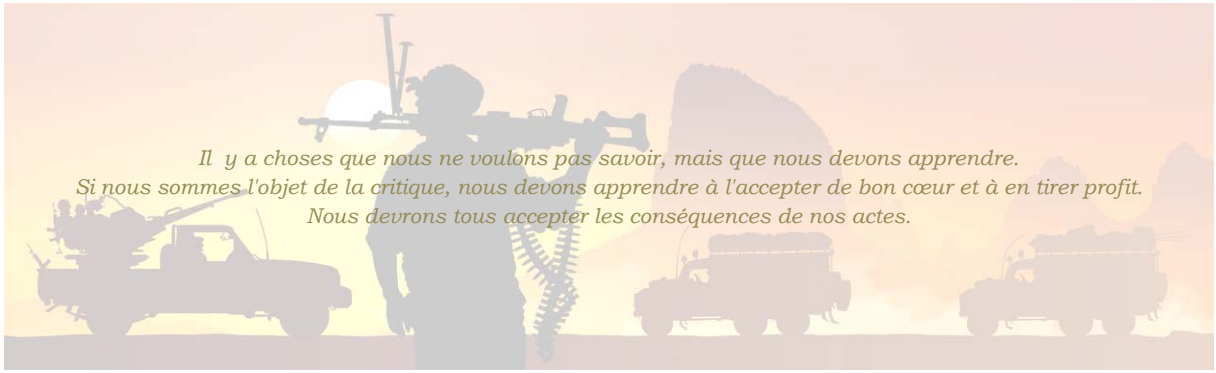
Notre pays se trouve aujourd'hui à un tournant décisif de son histoire. Nous avons tous le devoir et la responsabilité d'en tenir compte et de faire en sorte que le Mali soit épargné des abîmes que d'autres pays ont connus. En ces moments critiques, les actions que nous entreprendrons seront déterminantes pour l'avenir de notre nation. Nos actions doivent s'inscrire dans le cadre de ce devoir de responsabilité face à notre devenir collectif. Les moments difficiles que nous vivons doivent servir à sceller une union spirituelle entre l'ensemble des forces vives de la nation, pour que s'exprime clairement notre engagement collectif et historique en faveur d'un nouveau départ pour notre patrie. Nous exhortons chaque malienne et chaque malien à exiger au cours de ces moments difficiles l'édification d'une société de responsabilité, et de liberté. Aussi, nous devons tous comprendre que nous nous battons pour l'âme de notre Nation. Cependant, ayons confiance au peuple malien qui a traversé et surmonté tant d'épreuves par le passé. La Nation Malienne survivra, Dieu le voulant bien; et qu'IL bénisse notre Nation dans une Afrique unie et en paix.

Nota Bene :

Il est important de retenir que la majorité des touaregs et arabes maliens ne sont pas favorables au MNLA, AQMI, ou Ançar Dine. La grande majorité des touaregs et arabes maliens ne s'y reconnaissent pas. De nombreux touaregs et arabes continuent à se battre dans les rangs de l'armée malienne contre le MNLA et ses compagnons d'arme (AQMI, Ançar Dine) qui sèment la terreur et la désolation dans les régions nord du Mali.

Le présent document a grandement bénéficié du soutien, des conseils et de l'éclairage fournis par de nombreuses personnes et institutions. Nous remercions toutes celles et tous ceux qui ont contribué, de manière directe ou indirecte, aux recherches et aux analyses présentées dans ces pages.

© 2012 Convergence Africaine pour le Renouveau (CARE) – Afriki Lakuraya. Tous Droits Réservés. Ces informations sont classées confidentielles et propriété exclusive en vertu de la loi sur les secrets commerciaux, administratifs et politiques, et sous réserve des restrictions qui y sont contenues.



CARE
AFRIKI LAKURAYA

• BADALABOUGOU, BAMAKO • MALI

PHONE: (223) 4490 1627 • FAX: (223) 4490 1628

INFO@CAREMALI.COM WWW.CAREMALI.COM

LA DEMOCRATIE DANS L'HARMONIE